

<b>COMMUNE DE MONT</b>	<b>CERTIFICAT D'URBANISME Positif</b> DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE
----------------------------	--

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	Référence dossier :	
Type de demande : <b>Certificat d'urbanisme opérationnel</b>	N° CU 064 396 23 X4035	
Déposée le : <b>09/11/2023</b>	<b>Projet : Construction d'une maison d'habitation individuelle avec garage</b>	
Par : <b>Mme CAMDESSUS Mélanie</b>		
Demeurant à : <b>44 Rue de la Carrere Arance 64300 Mont</b>	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px;">           Envoyé en préfecture le 09/01/2024            Reçu en préfecture le 09/01/2024            Publié le <span style="color: blue; font-weight: bold;">S'LO</span>            ID : 064-216403964-20240103-07_2024-AR         </div>	
Sur un terrain sis : <b>44 Rue de la Carrere</b>		Superficie : 4131 m <sup>2</sup>
Cadastré : <b>30 AE 200, 30 AE 208</b>		

#### Le Maire de MONT

VU la demande d'un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L.410-1 a) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain situé 44 Rue de la Carrere (cadastré 30 AE 200, 30 AE 208), présentée le 09/11/2023 par Mme CAMDESSUS Mélanie, et enregistrée par la mairie de MONT sous le numéro CU 064 396 23 X4035 ;

et précisant, en application de l'article L.410-1 b) si ce terrain peut être utilisé pour la réalisation d'une opération consistant à construire une maison d'habitation individuelle avec garage;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

VU le Plan Local d'Urbanisme :

- approuvé par délibération du conseil municipal en date du 31 mars 2016,
- mis en révision par délibération du conseil municipal en date du 24 février 2017,
- modifié par délibération du conseil municipal en date du 08 mars 2019,

VU le Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRi) approuvé par arrêté préfectoral en date du 27 janvier 2015,

VU le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRt) de Lacq-Mont approuvé par arrêté préfectoral en date du 6 mai 2014,

VU l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal prescrite par délibération du conseil communautaire de la communauté de communes de Lacq Orthez en date du 26 septembre 2022,

VU l'avis Favorable du Syndicat Gave & Baïse concernant le raccordement en eau potable, en date du 15/11/2023;

VU l'avis favorable de la régie communale concernant le raccordement au réseau d'assainissement collectif, en date du 16/11/2023;

VU l'avis favorable du Maire concernant la défense incendie du projet, en date du 16/11/2023;  
VU l'avis favorable du service TEREKA concernant le réseau de canalisations de transport de gaz naturel à haute pression, en date du 23/11/2023;  
VU l'avis favorable du service ENEDIS concernant le raccordement en électricité, en date du 27/11/2023;

### CERTIFIE

Envoyé en préfecture le 09/01/2024
Reçu en préfecture le 09/01/2024
Publié le
ID : 064-216403964-20240103-07_2024-AR



**ARTICLE 1:** L'opération est réalisable.

Le projet sera implanté en zone UA du PLU.

**ARTICLE 2 :** Observations et prescriptions particulières :

- **Risque inondation**

La parcelle est classée en zone sujette aux débordements de nappes phréatiques et inondations de cave.

- **Risque technologique**

La parcelle est classée en zone V du PPRt.

Le pétitionnaire prendra connaissance du règlement de la zone V du PPRt de Mont pour l'élaboration de son projet.

- **Accès au domaine public routier**

Les conditions d'accès et les limites du domaine public seront déterminées par les services techniques de la Mairie et de la communauté de communes de Lacq-Orthez.

L'accès devra être conforme au règlement de voirie de la Communauté des Communes de Lacq Orthez approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 18/12/2017 (disponible sur internet à l'adresse suivante : <https://www.cc-lacqorthez.fr/vivre-et-habiter/me-deplacer/reseau-de-voirie.html>)

Cet accès sera réalisé au frais du demandeur dans le cadre d'une permission de voirie, dans le respect des prescriptions techniques et de délais d'exécution fixés par la communauté de communes de Lacq Orthez.

Il conviendra de prendre contact avec les services techniques de la Communauté des Communes de Lacq Orthez avant tout commencement des travaux.

- **Rejet des eaux pluviales sur le domaine public routier**

Le pétitionnaire se rapprochera de la mairie et des services techniques de la communauté de communes de Lacq-Orthez, afin de prendre connaissance des prescriptions techniques concernant l'écoulement des eaux pluviales.

Le traitement des eaux pluviales devra être conforme au règlement de voirie de la Communauté des Communes de Lacq Orthez approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 18/12/2017 (disponible sur internet à l'adresse suivante : <https://www.cc-lacqorthez.fr/vivre-et-habiter/me-deplacer/reseau-de-voirie.html>).

Ce rejet sera réalisé au frais du demandeur dans le cadre d'une permission de voirie, dans le respect des prescriptions techniques et de délais d'exécution fixés par la communauté de communes de Lacq Orthez.

Il conviendra de prendre contact avec les services techniques de la Communauté des Communes de Lacq Orthez avant tout commencement des travaux.

- ***Eau et assainissement***

Les informations contenues dans les avis du syndicat et de la régie communale, ci-joints, seront prises en compte.

- ***Electricité***

L'attention du pétitionnaire est attirée sur la puissance de raccordement pour laquelle ce dossier a été instruit, à savoir 12 kVA monophasé ou 36 kVA triphasé.

- ***Canalisation de gaz***

Les informations contenues dans l'avis TEREGA, ci-joint, seront prises en compte, notamment concernant la vigilance à apporter pour la protection des réseaux pendant les travaux.

- ***Défense incendie***

La défense incendie est assurée pour ce projet.

- ***Retrait gonflement des argiles***

Les Pyrénées-Atlantiques font partie des départements français touchés par le phénomène de retrait-gonflement des argiles. Selon l'étude réalisée par le Service Géologique Régional d'Aquitaine, la commune est dans une zone identifiée sensible de retrait-gonflement des sols à dominante argileuse. Si elle n'est pas obligatoire, il est conseillé de réaliser une étude géotechnique à la parcelle. A défaut, il conviendra de mettre en œuvre des règles constructives "type" visant à réduire le risque de survenance de sinistre. Il est possible de consulter la cartographie des aléas au niveau du département des Pyrénées-Atlantiques, sur le site spécialisé du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) : [www.argiles.fr](http://www.argiles.fr)

- ***Zone sismique***

En application du décret n°2010-1255 du 22/10/2010, la commune est classée en zone sismique 3 (aléa modéré) ou 4 (aléa moyen). La future construction sera assujettie aux dispositions de l'arrêté en date du 22/10/2010 se rapportant aux mesures parasismiques.

- ***Nappes phréatiques***

La commune est répertoriée sur le site BRGM ([www.inondationsnappes.fr](http://www.inondationsnappes.fr)) comme étant affectée par des remontées de nappes. Le pétitionnaire est invité à consulter ce site afin de prendre connaissance du niveau de sensibilité aux remontées de nappes qui affecte le(s) terrain(s).

Nous recommandons au pétitionnaire de prendre en compte les mesures nécessaires à ce phénomène qui vise essentiellement à limiter les dommages aux biens et aux activités et effets induits. Ces mesures concernent notamment la réalisation d'une étude géotechnique déterminant les conditions de mise en œuvre du projet.

A titre d'exemples et de manière non exhaustive, les conditions de mise en œuvre peuvent porter sur :

- la structure du bâti (résistance des planchers ou radiers d'ouvrages aux eaux sous pression, résistance des murs à l'immersion, adaptation des fondations des bâtiments, utilisation de matériaux de construction non putrescibles, vide sanitaire étanche et aéré, etc.)
- l'aménagement du bâti (calages des planchers utiles)
- les réseaux (installations électriques et téléphoniques hors d'eau ou étanches, étanchéité des réseaux d'eaux usées, verrouillage des tampons, interdire les assainissements autonomes, etc.)

- la mise hors d'eau rapide des équipements sensibles (véhicules, produits polluants, etc.)
- interdire ou limiter les installations polluantes ou dangereuses

Envoyé en préfecture le 09/01/2024  
 Reçu en préfecture le 09/01/2024  
 Publié le  
 ID : 064-216403964-20240103-07\_2024-AR

**ARTICLE 3 : Document d'urbanisme:**

**Plan Local d'Urbanisme :**

- approuvé par délibération du conseil municipal en date du 31 mars 2016,
- mis en révision par délibération du conseil municipal en date du 24 février 2017,
- modifié par délibération du conseil municipal en date du 08 mars 2019,

Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRi) approuvé par arrêté préfectoral en date du 27 janvier 2015,

Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRt) de Lacq-Mont approuvé par arrêté préfectoral en date du 6 mai 2014.

Elaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal prescrite par délibération du conseil communautaire de la communauté de communes de Lacq Orthez en date du 26 septembre 2022.

**Le terrain est situé:**

- En zone Ua du PLU:
  - parcelle 30 AE 208 pour environ 1585 m<sup>2</sup>
  - parcelle 30 AE 200 pour environ 845 m<sup>2</sup>
- En zone A du PLU:
  - parcelle 30 AE 208 pour environ 1349 m<sup>2</sup>
  - parcelle 30 AE 200 pour environ 252 m<sup>2</sup>
- En zone V du PPRt, aléa faible (parcelles entières).

Dispositions d'urbanisme applicables au terrain : ces dispositions figurent dans les documents consultables en mairie.

Droit de préemption urbain : Le terrain est soumis au Droit de Préemption Urbain au bénéfice de la commune par délibération du Conseil Municipal.

**ARTICLE 4 : Servitudes et contraintes grevant le ou les terrains :**

- PPRt - Zone V, aléa Faible.
- I6: Servitude relative aux mines et carrières établies au profit des titulaires d'autorisations d'exploitation
- I3: Servitude relative aux canalisations de transport de gaz
- Risque sismique 3 (Aléa modéré)

**ARTICLE 5 : La situation des équipements est la suivante :**

RESEAUX	Desserte	Desservi : Capacité			Observation
		Bonne	Insuffisante	Mauvaise	
Eau potable	DESSERVI	X			
Eaux usées	DESSERVI	X			
Électricité	DESSERVI	X			
Voirie	DESSERVI	X			

Si la puissance de raccordement est supérieure à 12 kVA en monophasé ou 36 kVA en triphasé, une extension du réseau d'électricité sera potentiellement nécessaire.

**ARTICLE 6 : Fiscalité applicable aux constructions en date de délivrance du présent certificat :**

- Taxe d'aménagement
- Redevance Archéologie Préventive

<b>TAXES</b>	<i>Les contributions cochées ci-dessous seront assises et liquidées par la délivrance effective ou tacite d'un permis de construire, d'un permis d'aménager, et en cas de non opposition à une déclaration préalable</i>	
<input checked="" type="checkbox"/> <b>Taxe d'aménagement</b>		Envoyé en préfecture le 09/01/2024 Reçu en préfecture le 09/01/2024 Publié le <b>S'LO</b> ID : 064-216403964-20240103-07_2024-AR
Part communale :	Taux : 2%	
Part départementale :	Taux : 2.5 %	
<input checked="" type="checkbox"/> <b>Redevance d'archéologie préventive</b>	Taux : 0.40 %	

Les contributions ci-dessous pourront être prescrites :

- Par un permis, tacite ou explicite, de construire ou d'aménager, et en cas de non opposition à une déclaration préalable.
- Par un permis d'aménager, sous la forme d'une participation forfaitaire définie par le paragraphe c) de l'article L. 332-12 du code de l'urbanisme.

**Travaux et participations susceptibles d'être exigés à l'occasion de l'opération : néant.**

**ARTICLE 7:** La réalisation de l'opération mentionnée dans la demande peut être soumise à des formalités administratives préalables, en particulier : **Permis de construire.**

Fait à MONTREUIL  
Le 02/01/2024  
Le Maire,  
Jacques CLAVÉ



**INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT**

**EFFETS DU CERTIFICAT D'URBANISME :** Le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée. Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. En effet si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas, sauf exceptions, vous être opposées.

L'accord sur le caractère réalisable de l'opération porte exclusivement sur la localisation approximative du ou des bâtiments dans l'unité foncière, leur destination et sur les modalités de desserte par les équipements publics.

**DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement...), que le certificat d'urbanisme ne vérifie pas.

**DUREE DE VALIDITE :** Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité, si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain n'ont pas changé. La demande de prorogation, formulée en double exemplaire par lettre accompagnée du certificat à proroger, est déposée et transmise au maire de la commune dans laquelle le terrain est situé.